

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Paris, le 06 décembre 2024

LRAR n° 2C 156 332 2760 1

Objet : ENGIE ENERGIE SERVICES / MANS NORD ENR'GIE
Projet de réseau de chaleur le Mans Nord-Coulaines sur les communes de le Mans, La Chapelle-Saint-Aubin, Coulaines et Rouillon
Recours gracieux contre arrêté en date du 11 octobre 2024 portant décision d'examen au cas par cas

Monsieur le Préfet de région,

1. En ma qualité de conseil agissant au nom et pour le compte des sociétés ENGIE ENERGIE SERVICES et MANS NORD ENR'GIE et par le présent recours administratif, j'ai l'honneur de vous demander de retirer, pour les raisons ci-après exposées, votre arrêté en date du 11 octobre 2024 par lequel vous avez, dans le cadre d'un examen de cas par cas, soumis à étude d'impact le projet de construction du réseau de chaleur « le Mans Nord-Coulaines » sur les communes du Mans, de La Chapelle-Saint-Aubin, Coulaines et Rouillon.

2. Les points suivants sont développés ci-dessous :

- Les éléments de contexte de l'examen de cas par cas du projet de réseau de chaleur « le Mans Nord-Coulaines » (I) ;
- Les règles et critères applicables à l'appréciation d'un projet soumis à l'examen de cas par cas (II) ;
- Le bien-fondé de la décision de soumettre le réseau de chaleur « le Mans Nord-Coulaines » à étude d'impact (III).

I/ Eléments de contexte de l'examen de cas par cas du projet de réseau de chaleur « le Mans Nord-Coulaines »

3. Aux termes d'un contrat de concession de service public notifié le 30 mai 2024, la communauté urbaine de LE MANS METROPOLE a délégué à la société ENGIE ENERGIE SERVICES la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du réseau de chaleur « Le Mans Nord-Coulaines ».

Puis, et en application du contrat de concession, la société dédiée nouvellement créée, MANS NORD ENR'GIE, s'est substituée de plein droit dès sa création à la société ENGIE ENERGIE SERVICES, dans tous les droits et obligations de cette dernière nés de l'exécution du contrat de concession.

Les travaux de premier établissement délégués comportent (i) la construction d'une chaufferie, (ii) l'aménagement des accès et du local technique de la sous-station d'échange entre le réseau de chaleur Le Mans Nord/Coulaines et le réseau de chaleur SYNER'GIE, la mise en œuvre des équipements nécessaires à l'échange de chaleur et son transport, ainsi que le raccordement du réseau Le Mans Nord/Coulaines, (iii) la construction d'une sous-station d'export, ainsi que la mise en œuvre des équipements nécessaires à l'échange de chaleur, et (iv) la mise en place du réseau de chaleur, y compris les installations de distribution et de livraison de chaleur.

La création du réseau de chaleur projetée présente une longueur d'environ 36,5 kilomètres, et permettra d'alimenter l'équivalent de 16 000 logements, dont des infrastructures clés telles que le centre hospitalier et l'université du Mans.

Cette création nécessite elle-même de réaliser une nouvelle installation permettant de produire la chaleur et d'alimenter les nouveaux abonnés.

Les nouvelles capacités de production projetées comprennent une chaufferie comportant une installation de combustion d'une puissance thermique de plus de 20 MW mais inférieure à 50 MW, qui utilisera la biomasse comme combustible principal et le gaz pour l'appoint et en secours.

Cette nouvelle chaufferie comportera une première tranche de 20 MW, utilisant la biomasse comme combustible, mais également trois chaudières d'appoint/secours fonctionnant au gaz (deux d'une puissance thermique de 10 MW, et une d'une puissance thermique de 5 MW), dont la mise en service est prévue au 15 décembre 2026. La seconde tranche biomasse de 20 MW sera mise en service à une date prévisionnelle fixée au 15 décembre 2027.

4. Pour la réalisation de ce projet, la société ENGIE ENERGIE SERVICES, aux droits de laquelle vient la société MANS NORD ENR'GIE, a, en application des dispositions de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, déposé une demande d'examen de cas par cas auprès de l'autorité environnementale (DREAL Pays de la Loire pour le compte du préfet de région Pays de la Loire), aux fins que cette dernière décide si le projet doit être, ou non, soumis à étude d'impact et, par suite, à la procédure d'évaluation d'environnementale.

Le projet relève en effet des catégories de projet soumises à l'examen de cas par cas pour les deux composantes suivantes.

D'une part, le réseau de chaleur projeté comprend des canalisations dont le produit du diamètre extérieur (avant revêtement) par la longueur du réseau aller-retour est d'environ 12 450 m², si bien qu'il relève à ce titre de la catégorie 35 soumise à la procédure de cas par

cas en application du a) de la colonne afférente du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

D'autre part, la chaufferie projetée sera soumise au régime de l'enregistrement en application de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et relèvent par suite de la catégorie 1 soumise à la procédure de cas par cas en application du b) de la colonne afférente du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

La demande d'examen de cas par cas a été déposée par la société ENGIE ENERGIE SERVICES le 23 juillet 2024 pour le compte de la société MANS NORD ENR'GIE qui était en cours de création et, à la suite d'une demande en date du 7 août 2024, a été complétée le 6 septembre 2024.

A l'issue de cet examen, par un arrêté en date du 11 octobre 2024, la DREAL Pays de la Loire, agissant sur votre délégation, a soumis le projet à étude d'impact.

Cette décision est l'objet du présent recours administratif préalable.

II/ Les règles et critères applicables à l'appréciation d'un projet soumis à l'examen de cas par cas

5. Lorsqu'un projet est soumis à la procédure d'examen de cas par cas en vue de déterminer s'il doit être soumis ou non à étude d'impact, il appartient à l'autorité environnementale de procéder à l'appréciation des incidences du projet en application des règles suivantes.

6. Tout d'abord, aux termes des dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'environnement :

« (...) »

II.- Les projets qui, par leur nature, leur dimension ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale en fonction de critères et de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas.

Pour la fixation de ces critères et seuils et pour la détermination des projets relevant d'un examen au cas par cas, il est tenu compte des données mentionnées à l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Lorsque l'autorité chargée de l'examen au cas par cas décide de soumettre un projet à évaluation environnementale, la décision précise les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale du projet.

(...)

IV. - Lorsqu'un projet relève d'un examen au cas par cas, l'autorité en charge de l'examen au cas par cas est saisie par le maître d'ouvrage d'un dossier présentant le projet afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale.

Toutefois, lorsque le projet consiste en une modification ou une extension d'activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent des autorisations prévues aux articles L. 181-1, L. 512-7, L. 555-1 et L. 593-7, le maître d'ouvrage saisit de ce dossier l'autorité mentionnée à l'article L. 171-8. Cette autorité détermine si cette modification ou cette extension doit être soumise à évaluation environnementale ».

(...) ».

En outre, aux termes de l'article L. 122-3 du même code :

« I. - Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application de la présente section.

II. - Il fixe notamment :

(...)

7° Les modalités et le contenu de la décision d'examen au cas par cas prise en application du IV de l'article L. 122-1 et les modalités d'application du V bis du même article L. 122-1 ;

(...) ».

Pour l'application de ces dispositions, l'article R. 122-3-1 du code précité prévoit :

« I.- Pour les projets relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-2, le maître d'ouvrage décrit les caractéristiques de l'ensemble du projet, y compris les éventuels travaux de démolition, les incidences notables que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine ainsi que, le cas échéant, les mesures et les caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses probables effets négatifs notables. Il mentionne, le cas échéant, les termes des plans ou programmes pertinents relatifs aux mesures et caractéristiques des projets susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs de projets sur l'environnement ou la santé humaine.

II.- Ces informations sont renseignées dans un formulaire, adressé par le maître d'ouvrage par voie électronique ou par pli recommandé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, qui en accuse réception. A compter de la réception de ce formulaire, cette autorité dispose d'un délai de quinze jours pour demander au maître d'ouvrage de le compléter. A défaut d'une telle demande, le formulaire est réputé complet à l'expiration de ce même délai.

III.- L'autorité chargée de l'examen au cas par cas met en ligne le formulaire mentionné au II dès qu'il est complet.

IV.- L'autorité chargée de l'examen au cas par cas apprécie, dans un délai de trente-cinq jours à compter de la date de réception du formulaire complet, sur la base des informations fournies par le maître d'ouvrage, si les incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine sont notables au regard des critères pertinents énumérés à l'annexe du présent article. Le cas échéant, elle tient compte des résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables.

L'autorité chargée de l'examen au cas par cas peut solliciter un avis du directeur général de l'agence régionale de santé concerné par le projet. Lorsqu'un projet est susceptible d'avoir des incidences dans plusieurs régions, les directeurs généraux concernés désignent l'un d'entre eux pour coordonner l'élaboration d'un avis commun.

L'autorité chargée de l'examen au cas par cas indique les motifs qui fondent sa décision au regard des critères pertinents énumérés à l'annexe du présent article, ainsi que des mesures et caractéristiques du projet présentées par le maître d'ouvrage et destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables de celui-ci sur l'environnement et la santé humaine.

L'absence de réponse dans le délai mentionné au premier alinéa du présent IV vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

La décision mentionnée au troisième alinéa du présent IV ou, en l'absence d'une telle décision, le formulaire mentionné au II, après apposition de la mention qu'une décision implicite a été prise au titre du présent article, sont publiés sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.

(...) ».

L'annexe ainsi visée de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement fixe de la manière suivante les critères de l'examen de cas par cas, lesquels correspondent aux critères qui figurent à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 *concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement* :

« Critères de l'examen au cas par cas

1. Caractéristiques des projets

Les caractéristiques des projets doivent être considérées notamment par rapport :

- a) A la dimension et à la conception de l'ensemble du projet ;
- b) Au cumul avec d'autres projets existants ou approuvés ;
- c) A l'utilisation des ressources naturelles, en particulier le sol, les terres, l'eau et la biodiversité ;
- d) A la production de déchets ;
- e) A la pollution et aux nuisances ;

- f) Au risque d'accidents et/ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné, notamment dus au changement climatique, compte tenu de l'état des connaissances scientifiques ;
- g) Aux risques pour la santé humaine (dus, par exemple, à la contamination de l'eau ou à la pollution atmosphérique).

2. Localisation des projets

La sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet doit être considérée en prenant notamment en compte :

- a) L'utilisation existante et approuvée des terres ;
- b) La richesse relative, la disponibilité, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone (y compris le sol, les terres, l'eau et la biodiversité) et de son sous-sol ;
- c) La capacité de charge de l'environnement naturel, en accordant une attention particulière aux zones suivantes :
 - i) Zones humides, rives, estuaires ;
 - ii) Zones côtières et environnement marin ;
 - iii) Zones de montagnes et de forêts ;
 - iv) Réserves et parcs naturels ;
 - v) Zones répertoriées ou protégées par la législation nationale ; zones Natura 2000 désignées en vertu des directives 92/43/CEE du 21 mai 1992 et 2009/147/CE du 30 novembre 2009 ;
 - vi) Zones ne respectant pas ou considérées comme ne respectant pas les normes de qualité environnementale fixées par la législation de l'Union européenne et pertinentes pour le projet ;
 - vii) Zones à forte densité de population ;
 - viii) Paysages, sites et monuments importants du point de vue historique, culturel ou archéologique.

3. Type et caractéristiques des incidences potentielles

Les incidences notables probables qu'un projet pourrait avoir sur l'environnement doivent être considérées en fonction des critères énumérés aux points 1 et 2 de la présente annexe, par rapport aux incidences du projet sur les facteurs précisés au III de l'article L. 122-1, en tenant compte de :

- a) L'ampleur et l'étendue spatiale des incidences (zone géographique et importance de la population susceptible d'être touchée, par exemple) ;
- b) La nature des incidences ;
- c) La nature transfrontalière des incidences ;
- d) L'intensité et la complexité des incidences ;
- e) La probabilité des incidences ;
- f) Le début, la durée, la fréquence et la réversibilité attendus des incidences ;
- g) Le cumul des incidences avec celui d'autres projets existants ou approuvés ;
- h) La possibilité de réduire les incidences de manière efficace ».

Les « *facteurs* » mentionnés au 3° de l'annexe de l'article R. 122-3-1 sont les suivants (III de l'article L. 122-1) :

« L'évaluation environnementale permet de décrire et d'apprécier de manière appropriée, en fonction de chaque cas particulier, les incidences notables directes et indirectes d'un projet sur **les facteurs suivants** :

- 1° La population et la santé humaine ;
- 2° La biodiversité, en accordant une attention particulière aux espèces et aux habitats protégés au titre de la directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 et de la directive 2009/147/CE du 30 novembre 2009 ;
- 3° Les terres, le sol, l'eau, l'air et le climat ;
- 4° Les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage ;
- 5° L'interaction entre les facteurs mentionnés aux 1° à 4°.

Les incidences sur les facteurs énoncés englobent les incidences susceptibles de résulter de la vulnérabilité du projet aux risques d'accidents majeurs et aux catastrophes pertinents pour le projet concerné ».

7. Par ailleurs, dans le cas particulier d'un projet d'installation classée soumis au régime de l'enregistrement, les dispositions suivantes de l'article L. 512-7-2 s'appliquent :

« Le préfet peut décider que la demande d'enregistrement sera instruite selon les règles de procédure prévues par le chapitre unique du titre VIII du livre Ier pour les autorisations environnementales :

1° Si, au regard de la localisation du projet, en prenant en compte les critères mentionnés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, la sensibilité environnementale du milieu le justifie ;

2° Ou si le cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux situés dans cette zone le justifie ;

3° Ou si l'aménagement des prescriptions générales applicables à l'installation, sollicité par l'exploitant, le justifie ;

Dans les cas mentionnés au 1° et au 2°, le projet est soumis à évaluation environnementale. Dans les cas mentionnés au 3° et ne relevant pas du 1° ou du 2°, le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Le préfet notifie sa décision motivée au demandeur, en l'invitant à déposer le dossier correspondant. Sa décision est rendue publique ».

8. Par suite, en application de ces dispositions combinées, l'examen de cas par cas que réalise l'autorité environnementale a pour objet d'apprécier si le projet concerné est susceptible d'entraîner, ou non, des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé humaine.

Dans l'affirmative, une étude d'impact doit être réalisée. Dans la négative, le projet doit en être dispensé.

L'appréciation des effets négatifs du projet doit être elle-même réalisée au regard des incidences potentielles que le projet concerné peut avoir sur les facteurs susmentionnés en tenant compte des mesures prévues par le maître d'ouvrage qui sont destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables et ce, en fonction des critères ci-dessus définis qui sont relatifs aux caractéristiques des projets, à la localisation des projets, et au type et aux caractéristiques des incidences potentielles des projets.

En outre, lorsque le projet porte sur une installation classée soumise au régime de l'enregistrement, l'appréciation à mener consiste à déterminer si la sensibilité environnementale du milieu justifie de soumettre le projet à autorisation environnementale et à étude d'impact, en utilisant les critères relatifs aux caractéristiques des projets, à la localisation des projets, ainsi qu'au type et aux caractéristiques des incidences potentielles des projets.

9. La jurisprudence disponible permet d'illustrer les modalités selon lesquelles l'appréciation des incidences potentielles d'un projet doit être menée, ainsi que les cas dans lesquels il est justifié de soumettre un projet à étude d'impact, et ceux dans lesquels il est au contraire justifié de le dispenser d'étude d'impact.

D'une part, il a été jugé que la réalisation d'une étude d'impact était justifiée dans les cas suivants.

- Un projet d'installation de stockage de déchets inertes d'une superficie de 7 500 m², pour une hauteur moyenne de stockage de déchets de 6 mètres, implanté dans un méandre d'une rivière en très bon état écologique classée en réservoir biologique, constituant « *un ensemble remarquable, abritant de nombreuses espèces protégées, dont la loutre et le castor, mais également, des poissons dont des migrateurs, des serpents, des amphibiens, des écrevisses et des insectes* », et intégrée à ce titre dans une trame verte et bleue du schéma régional de cohérence écologique applicable.

Il a par suite été jugé que ce projet devait faire l'objet d'une étude d'impact (TA Lyon, 16 avril 2018, req. n° 1802041, points 19 à 22).

- Un projet de parc éolien de dix-sept aérogénérateurs d'une hauteur de plus de 40 mètres représentant une puissance totale de 15,3 MW, situé dans une zone de forte sensibilité environnementale correspondant à un parc naturel régional, à proximité de quatre sites Natura 2000 abritant une espèce protégée susceptible d'être impactée de manière importante par le projet « *en raison du faible nombre de population de l'espèce* », et dans un secteur où l'implantation des parcs éoliens est à éviter en raison du risque d'impact sur des espèces protégées de rapaces nicheuses telles que le Gypaète barbu, l'Aigle royal, le Milan royal et l'Autour des Palombes.

Par suite, il a été jugé qu'en égard à sa localisation et à son importance, le projet devait faire l'objet d'une étude d'impact (CAA Marseille, 20 janvier 2023, req. n° 20MA03941, point 8).

- Un projet de convertir à un usage agricole le terrain d'un ancien golf de 43 hectares, situé dans une zone particulièrement exposée à des coulées de boue ayant entraîné la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, et à proximité immédiate de deux sites Natura 2000 et d'une zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF) dans lesquels plusieurs espèces protégées sont susceptibles d'être présentes.

Dans ces conditions, il a été jugé que le projet était susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine justifiant la réalisation d'une étude d'impact (TA Amiens, 12 octobre 2023, req. n° 2101177, points 7 et 8).

- Un projet d'exhaussement d'un terrain de 16 hectares, d'une durée de six ans, avec des terres et matériaux provenant de sites et de chantiers locaux, d'un volume de comblement de 1 100 000 m³ avec une cadence moyenne de 250 000 m³/an, une cadence maximale de 300 000 m³/an, et un trafic routier estimé à environ 67 camions par jour, le terrain concerné étant situé en zone agricole, dans un site inscrit, et présentant un caractère remarquable par son homogénéité paysagère.

Dans ces conditions, « *tant au regard de la localisation du projet que de ses caractéristiques* », il a été jugé que le projet présentait une sensibilité environnementale justifiant la réalisation d'une étude d'impact en application de l'article L. 512-7-2 du code de l'environnement (TA Cergy-Pontoise, 7 juin 2024, req. n° 2107634, point 15).

- Un projet d'élevage de 40 000 poules pondeuses avec un parcours de plein air, dans une zone où la vulnérabilité des eaux souterraines est considérée comme moyenne et à proximité immédiate d'une zone où la vulnérabilité des eaux souterraines est forte, comprenant un plan d'épandage concernant plusieurs parcelles situées à proximité

d'une ZNIEFF de type 1 comprenant des secteurs de grand intérêt biologique ou écologique.

Par suite, eu égard à sa localisation et à son importance, le projet d'installation devait faire l'objet d'une étude d'impact (TA Châlons-en-Champagne, 13 juin 2024, req. n° 2200530, point 9).

D'autre part, il a au contraire été jugé que **la dispense d'étude d'impact était justifiée** dans les cas suivants.

- Un projet de construction de cinq serres agricoles non closes comportant des toitures photovoltaïques d'une surface de 5 200 m², s'ajoutant à des serres existantes d'une surface de plus de 40 000 m², implanté sur des parcelles de vignes récemment arrachées et situées dans le zonage du plan national d'action de l'espèce protégée Lézard ocellé.

Dans cette affaire, il a été considéré que le terrain n'était pas concerné par un zonage de protection réglementaire prenant en compte cette espèce, et que, « *compte tenu des caractéristiques du projet, de son site d'implantation, de l'état actuel des parcelles et de l'utilisation qui en sera faite à l'issue de la réalisation du projet* », il n'était pas établi, « *même en l'absence d'un inventaire naturaliste* », que l'impossibilité, invoquée par l'autorité environnementale, de caractériser les impacts potentiels du projet sur le milieu naturel, serait de nature à justifier sa décision d'imposer, après examen de cas par cas, la réalisation d'une étude d'impact.

Par suite, la décision soumettant le projet à étude d'impact a été annulée (TA Montpellier, 18 octobre 2022, req. n° 2102306, point 5).

- Un projet d'installation de stockage de déchets inertes situé en partie dans une ZNIEFF et à 2,8 kilomètres d'un site Natura 2000, qui, s'il était susceptible d'impacter 15 espèces de chiroptères, mais évitait les secteurs sensibles concernant les espèces protégées, ne comportait la destruction ou la détérioration d'aucun habitat, les chiroptères utilisant uniquement des pistes, lisières de forêts et haies qui étaient conservées.

Dans ces conditions, il a été considéré qu'il n'était pas établi que le projet serait susceptible d'entraîner la détérioration ou la destruction des chiroptères ou d'altérer leurs sites de reproduction ou leurs aires de repos et, par suite, que « *les enjeux environnementaux du site (étaient) seulement caractérisés par la présence d'espèces de chiroptères (pour) lesquelles les impacts de l'installation seraient faibles avant même la mise en œuvre des mesures prises par le pétitionnaire ou des prescriptions émises par le préfet pour limiter l'impact de son projet sur l'environnement* ».

Par suite, il a été jugé que « *la sensibilité environnementale du milieu n'(était) pas telle qu'elle justifierait le basculement en procédure d'autorisation* » et la réalisation d'une étude d'impact (TA Toulon, 28 octobre 2022, req. n° 2002209).

- Un projet de lotissement sur un terrain d'une superficie de 3,5 hectares comportant la création d'une surface de plancher de 9 180 m², dès lors (i) que l'artificialisation de l'espace naturel concerné n'était pas à elle seule de nature à justifier une étude d'impact, et que (ii) l'atteinte à la biodiversité n'était pas établie par la seule présence de haies et de talus en bordure du projet (CAA Nantes, 26 septembre 2023, req. n° 22NT02024, point 14).

- Un projet immobilier d'une emprise au sol de 2 237 m² sur des parcelles d'une superficie totale de 12 486 m², préservant la trame végétale existante, situé en continuité des zones urbanisées de la commune, dans une zone à enjeux faibles du point de vue écologique, ne bénéficiant d'aucune protection environnementale particulière notamment de type ZNIEFF ou Natura 2000.

Par suite, il a été jugé que le projet n'était pas de nature à avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine, et qu'une étude d'impact n'avait pas à être réalisée (TA Nîmes, 10 octobre 2023, req. n° 2203062, point 11).

C'est au regard de l'ensemble des éléments ci-dessus qu'il convient d'analyser votre décision du 11 octobre 2024 relative au projet de réseau de chaleur « le Mans Nord-Coulaines » concédé par la communauté urbaine de LE MANS METROPOLE.

III/ Le bien-fondé de la décision de soumettre le réseau de chaleur « le Mans Nord-Coulaines » à étude d'impact

10. Au cas présent, votre décision en date du 11 octobre 2024 soumettant à étude d'impact le projet de réseau de chaleur « le Mans Nord-Coulaines » a été prise pour les raisons suivantes.

11. En premier lieu, votre décision se réfère aux critères relatifs aux caractéristiques du projet, en mentionnant la puissance thermique des deux projets de chaufferie, ainsi que le produit de la longueur par le diamètre extérieur du réseau de chaleur projeté.

Toutefois, ces éléments n'établissent pas, en eux-mêmes, que le projet serait susceptible d'entraîner des effets négatifs notables pour l'environnement ou la santé.

12. En deuxième lieu, votre décision indique que la composante « chaufferie » du projet est localisée en zone urbaine économique à dominante industrielle du plan local d'urbanisme de Le Mans Métropole (zone Ueco1), sur un terrain d'une surface d'environ 1,4 hectare qui est ceinturé d'une haie.

Votre décision mentionne en outre que les canalisations du nouveau réseau de chaleur seront mises en place en milieu urbain, et qu'elles franchiront, selon des techniques propres à chaque typologie de franchissement, la RD338, la voie ferrée, les voies de tramway, ainsi que des cours d'eau, ce qui est confirmé par le complément au dossier de cas par cas (p. 15) annexé au présent recours.

Il convient à cet égard d'insister sur le fait que le tracé du réseau de chaleur projeté est situé dans un milieu très urbain, avec la présence possible de quelques arbustes, de pelouses ornementales, de terre-pleins et bords de routes enherbés, sans enjeu floristique, et une large majorité de milieux artificialisés, ainsi qu'il résulte du complément de cas par cas (p. 39) annexé au présent recours.

Ainsi que le précise également le complément ci-joint (p. 181), le tracé du réseau évite la totalité des végétations arbustives ou arborées, à l'exception d'un seul arbuste qui sera déplacé, sachant que cette opération sera réalisée prioritairement entre les mois de septembre et de novembre afin d'éviter tout risque d'impact sur l'avifaune nicheuse.

Par suite, les éléments précités mentionnés dans votre décision ne permettent pas non plus de considérer que le projet serait de nature à entraîner des effets négatifs notables pour l'environnement ou la santé.

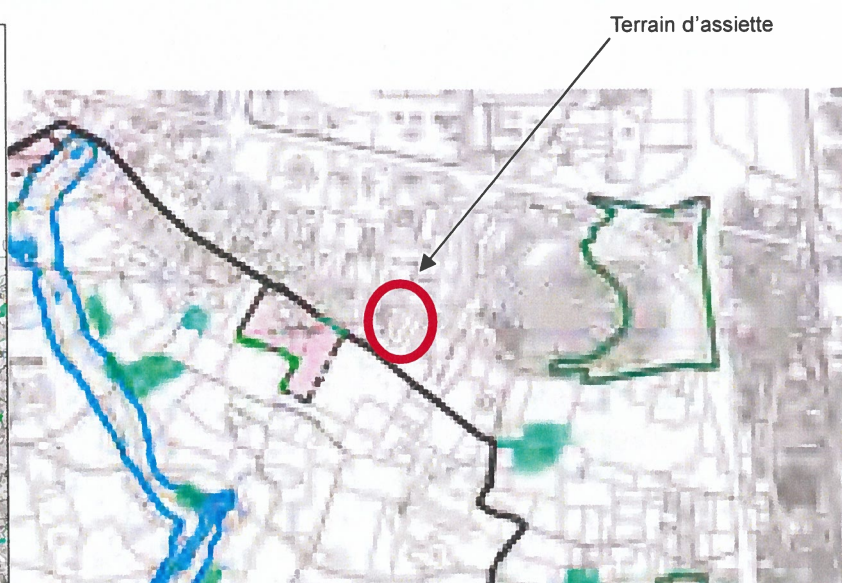
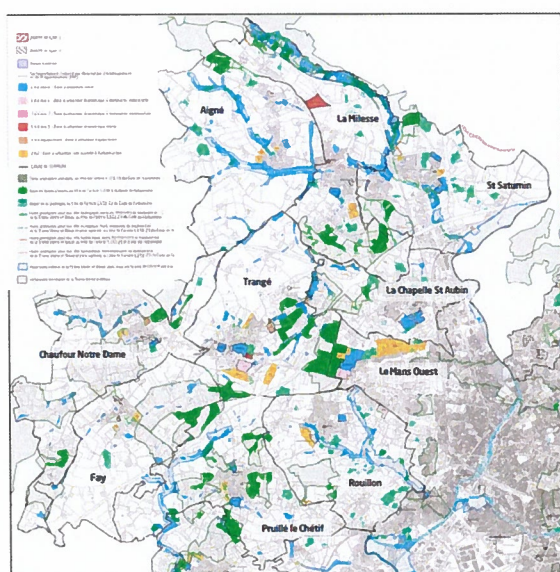
Votre décision ajoute que le projet est localisé hors de tout zonage d'inventaire ou protection réglementaire au titre du patrimoine naturel, et qu'il est en outre localisé en dehors du site patrimonial remarquable du Mans.

Sur ce point, la vue aérienne ci-dessous, représentant le terrain d'assiette de la composante « chaufferie », permet de bien situer le site dans son environnement, et démontre qu'il n'est effectivement pas localisé dans une zone géographique présentant une sensibilité environnementale particulière.

Il convient en outre de souligner que le terrain d'assiette est constitué de parcelles anciennement exploitées jusqu'en 2022 en culture céréalière intensive et désormais en jachère, non propices au développement d'une végétation spontanée.



La consultation du rapport d'évaluation environnementale (p. 22) du PLU de Le Mans Métropole confirme que le terrain est localisé en zone blanche, et qu'il n'est couvert par aucun enjeu environnemental, ainsi qu'il résulte des extraits ci-dessous de ce rapport.



Toutefois, votre décision souligne également que **le réseau de chaleur projeté traverse le périmètre protégé des abords de plusieurs monuments historiques.**

Sur ce point, il convient de préciser que le nouveau réseau de chaleur sera souterrain et qu'à l'issue des travaux afférents, **les lieux seront remis dans leur état initial, sans entraîner aucune modification des abords des monuments historiques.**

Par suite, aucun effet notable sur l'environnement ne résultera de la partie du projet de réseau de chaleur au droit des abords de ces monuments.

Vous trouverez plus de précisions sur les modalités de remise en état des lieux dans le complément au dossier de cas par cas ci-joint, qui souligne notamment que les voies publiques seront reconstituées à l'identique après la mise en place du réseau (p. 21), et que ce dernier n'aura pas d'impact et ne sera pas soumis à des mesures particulières au titre de la protection des monuments historiques (pp. 100 et 128).

13. En troisième et dernier lieu, votre décision se fonde sur les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique, et retient à cet égard les éléments suivants.

Il est d'abord indiqué que le projet comporte la définition de mesures de chantier qui seront de nature à limiter les nuisances pour les riverains et usagers, et à réduire les risques de pollutions accidentelles.

En outre, votre décision mentionne que des mesures de gestion des risques de fuites du réseau projeté sont définies.

Par ailleurs, il est fait état de ce que la présence de zones humides sur le terrain d'assiette de la composante « chaufferie » peut être écartée.

Ces éléments ne caractérisent par suite pas l'existence d'effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé.

En revanche, votre décision souligne la présence de plusieurs quartiers résidentiels à proximité immédiate du terrain d'assiette de la composante « chaufferie » du projet, ainsi que l'absence de caractérisation des incidences du projet en termes de trafic, d'émissions atmosphériques, et de bruit.

A cet égard, la chaufferie projetée entraînera une augmentation du trafic routier de 22 véhicules par jour. Ainsi qu'il résulte du complément de dossier de cas par cas ci-joint (p. 152), cette augmentation sera principalement ressentie sur des axes routiers faiblement fréquentés. En outre, l'augmentation sera seulement de 0,17% sur la RD357 et de 0,05% sur l'A11, la proportion des poids lourds sur les routes n'étant pas significativement modifiée.

Dans ces conditions, aucun effet négatif notable n'en résultera pour l'environnement et la santé.

Par ailleurs, le complément ci-après annexé démontre que la chaufferie projetée n'engendrera pas d'incidences significatives sur la qualité de l'air (p. 147), et que ses émissions sonores seront conformes aux prescriptions réglementaires applicables en appliquant des préconisations minimales (p. 150).

Sur tous ces points, l'installation sera en outre conforme aux prescriptions relatives aux émissions dans l'air et au bruit de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de*

rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, lesquelles prescriptions sont fixées de manière à prévenir des incidences notables pour l'environnement et la santé.

Par suite, ces données complémentaires démontrent que les incidences de la chaufferie précitée en termes de trafic, de rejets atmosphériques et de bruit, **n'exposeront l'environnement et la santé à aucun effet négatif notable.**

Par ailleurs, votre décision relève que le pré-diagnostic écologique du 14 février 2023, joint à la demande initiale de cas par cas, a identifié **un enjeu fort pour l'avifaune protégée, les reptiles, les chiroptères, ainsi que pour le Grand Capricorne, enjeu lié aux haies périphériques du terrain d'assiette de la chaufferie projetée.**

Il convient à cet égard d'apporter les précisions suivantes.

Tout d'abord, les haies existantes ne présentent en elles-mêmes pas un enjeu environnemental significatif, dans la mesure où elles sont pour partie d'origine anthropique ou majoritairement dégradées, ainsi qu'il résulte du document graphique ci-dessous extrait du pré-diagnostic écologique du 14 février 2023.



Il convient également de préciser que seules les haies en limite Sud et Est se trouvent au droit du terrain d'assiette du projet de chaufferie.

Cependant, le pré-diagnostic écologique du 14 février 2023 permet, d'une part, d'écarter la présence de reptiles et, d'autre part, de retenir que la présence de chiroptères n'est pas avérée.

Sur ce point, le complément de cas par cas ci-joint contient les conclusions d'un pré-diagnostic écologique complémentaire qui a été réalisé par le bureau d'études OTE INGENIERIE au mois d'octobre 2024, lequel confirme que le niveau d'enjeu pour les reptiles est considéré comme très faible (p. 75), et que celui lié aux chiroptères est considéré comme faible (p. 71).

Votre décision relève encore l'enjeu que représentent les haies, d'une part, pour la nidification d'espèces d'oiseaux protégées et, d'autre part, pour le Grand Capricorne, espèce protégée dont la présence est avérée au sein de vieux chênes qui sont localisés dans la haie au sud du terrain.

S'agissant tout d'abord des oiseaux, cinq espèces protégées sont identifiées dans le pré-diagnostic écologique du 14 février 2023, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous.

Nom français	Nom scientifique	Présence	Statuts réglementaires		Statuts patrimoniaux		
			Directive Oiseaux	Protection nationale	Liste Rouge hivernants France	Prioritaire en pays de Loire (hivernant)	Det. Pays de la Loire
Merle noir	<i>Turdus merula</i>	Nidification possible	-	-	NA	-	-
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	Nidification possible	-	OUI	-	-	-
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	Nidification possible	-	OUI	NA	-	-
Mésange à longue queue	<i>Aegithalos caudatus</i>	Nidification possible	-	OUI	NA	-	-
Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>	Nidification possible	-	-	LC	-	-
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	Nidification possible	-	OUI	NA	-	-
Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>	Nidification possible	-	OUI	NA	-	-

Cependant, selon le même pré-diagnostic écologique, leur nidification est seulement considérée comme possible, et non comme avérée, et les espèces protégées sont toutes classées en « NA » (c'est-à-dire « non applicable ») dans la Liste rouge des espèces menacées en France (Oiseaux de France métropolitaine).

Aux termes de la Liste rouge précitée, les termes « non applicable » désignent une « espèce non soumise à l'évaluation car : introduite après l'année 1500 ; présente de manière occasionnelle ou marginale et non observée chaque année en métropole ; régulièrement présente en hivernage ou en passage mais ne remplissant pas les critères d'une présence significative ; ou régulièrement présente en hivernage ou en passage mais pour laquelle le manque de données disponibles ne permet pas de confirmer que les critères d'une présence significative sont remplis ».

Le pré-diagnostic écologique complémentaire réalisé par le bureau d'études OTE INGENIERIE en octobre 2024, dont les conclusions figurent dans le complément de cas par cas ci-joint, confirme (p. 69) la présence, dans les haies périphériques, du Merle noire, de la Mésange à longue queue, de la Mésange bleue, de la Mésange charbonnière, du Rougegorge familier, ajoutant celle du Pic vert, d'autres espèces d'oiseaux ayant été identifiées en vol et/ou sans lien avec la zone d'étude.

Le pré-diagnostic complémentaire confirme en outre que le niveau d'enjeu pour l'avifaune est considéré comme très faible (p. 69).

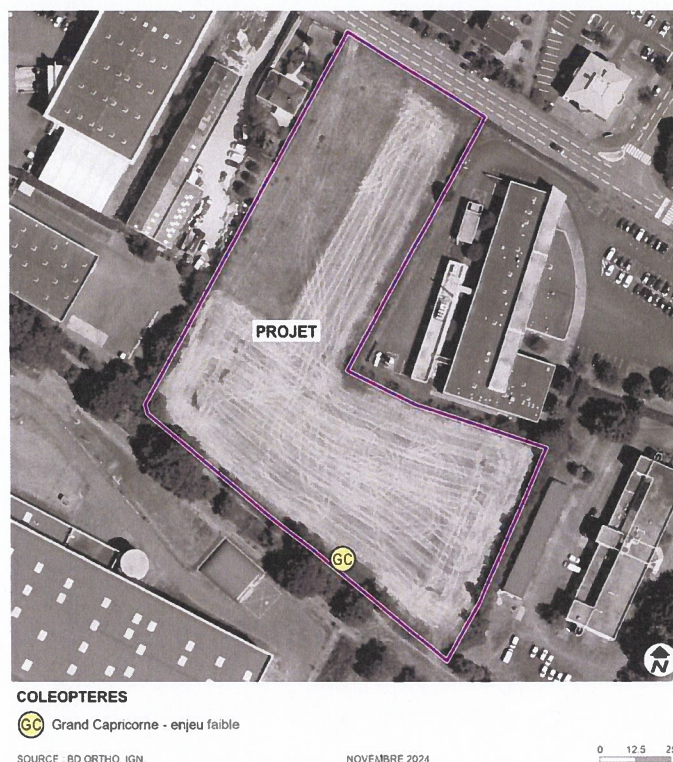
Par suite, les haies précitées présentent un enjeu non notable pour les espèces d'oiseaux protégées.

En ce qui concerne ensuite le Grand Capricorne, il convient également de souligner que le pré-diagnostic écologique du 14 février 2023 joint à la demande de cas par cas classe, pour le terrain d'assiette de la chaufferie, le Grand Capricorne en « LC », c'est-à-dire en

« Préoccupation mineure », désignant ainsi une « espèce pour laquelle le risque de disparition de France métropolitaine est **faible** ».

Pour cette espèce, le pré-diagnostic écologique complémentaire du bureau d'études OTE INGENIERIE apporte les précisions suivantes.

- La présence du Grand Capricorne a été détectée sur au moins un des vieux chênes têtards de la haie située au sud du terrain (p. 73).
- L'enjeu afférent est considéré comme faible (p. 74).
- Cet enjeu est localisé sur le document graphique reproduit ci-dessous.



Pour autant, s'agissant des haies et compte tenu des enjeux précités, **la société MANS NORD ENR'GIE s'engage à éviter et conserver les arbres de la haie Sud où le Grand Capricorne est présent, ce qui permettra au Grand Capricorne de s'y maintenir.**

A cet effet, comme indiqué dans le complément ci-joint (p. 181), les bâtiments de la chaufferie seront implantés à une distance de 5 mètres de la haie Sud, et les racines des arbres concernés seront préservées en respectant une distance comprise entre 8 et 10 mètres par rapport aux aménagements profonds, ainsi qu'une distance de 2 mètres par rapport aux autres haies périphériques, suivant en cela les préconisations d'un rapport ci-joint publié par la DRIEAT Ile-de-France (décembre 2021).

En outre, la société MANS NORD ENR'GIE s'engage à mettre en œuvre les mesures de réduction qui sont également définies dans le complément de cas par cas (p. 181), comprenant le renforcement des haies présentes, l'implantation de nouvelles haies là où il n'en existe pas (en utilisant des espèces locales attractives pour la biodiversité), ainsi que l'installation de nichoirs favorables aux oiseaux et aux chiroptères.

Le complément de dossier annexé détaille et justifie les mesures d'évitement et de réduction qui seront mises en œuvre.

Dans ces conditions, **les mesures d'évitement et de réduction ainsi définies permettent de considérer que le projet n'aura pas d'impact notable sur la biodiversité et même qu'au contraire, il aura une incidence positive sur celle-ci**, ainsi que l'indique le complément de cas par cas (p. 131).

Dans le prolongement de ce qui précède, votre décision se réfère au pré-diagnostic écologique du 14 février 2023 et indique que, selon ce dernier, il serait nécessaire de réaliser des inventaires complémentaires sur un cycle biologique complet, afin d'identifier de manière affinée la présence d'espèces protégées et d'orienter l'implantation du projet.

Toutefois, cette recommandation du bureau d'études est seulement préconisée en cas d'impact sur les haies, si bien que, compte tenu des mesures d'évitement et de réduction qui seront mises en œuvre, la réalisation d'un inventaire sur un cycle biologique complet ne présente pas un caractère nécessaire.

Enfin, votre décision indique que le projet est soumis à l'interdiction d'atteinte aux espèces protégées et à leurs habitats, et qu'une demande de dérogation au titre des espèces protégées pourrait être le cas échéant nécessaire.

Toutefois, compte tenu des mesures d'évitement et de réduction sur lesquelles s'engage la société MANS NORD ENR'GIE, il est justifié de considérer que le projet n'entraîne pas de risque suffisamment caractérisé pour les espèces protégées et leurs habitats.

Par suite, le projet respecte l'interdiction précitée, et n'est pas soumis à l'obtention de dérogations au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement conformément à la jurisprudence (CE, 9 décembre 2022, req. n° 463563, point 5 ; CAA Nantes, 27 janvier 2023, req. n° 21NT03270, point 17).

14. Au total, il résulte de l'ensemble des éléments qui précèdent et des compléments qui sont apportés dans le cadre du présent recours administratif que le projet de réseau de chaleur « le Mans Nord-Coulaines », incluant la nouvelle chaufferie, n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs notables pour l'environnement ou pour la santé.

Dès lors, au regard des compléments d'information fournis, les motifs pour lesquels vous avez décidé de soumettre le projet à étude d'impact ne peuvent plus être retenus, et il est au contraire justifié de considérer que le projet, par sa localisation et ses impacts pressentis, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact comprenant notamment un inventaire faunistique et floristique sur trois ou quatre saisons.

Le présent projet se trouve à cet égard dans la même situation que les cas dans lesquels la juridiction administrative a jugé qu'ils doivent être dispensés d'étude d'impact (voir point 9 du présent recours).

Le présent projet correspond en outre aux cas dans lesquels vous avez donné une suite favorable aux recours gracieux exercés à la suite d'une première décision prescrivant la réalisation d'une étude d'impact (pour un exemple récent, votre arrêté du 08 juillet 2024 relatif à un projet expérimental d'ombrières agrivoltaïques sur la commune de Saint-Pierre-des-Bois).

Je sollicite donc de votre part que vous retiriez votre arrêté en date du 11 octobre 2024 et que vous dispensiez d'étude d'impact le projet de réseau de chaleur le Mans Nord-Coulaines sur les communes de le Mans, La Chapelle-Saint-Aubin, Coulaines et Rouillon. Dans ce cas, le projet ne sera par voie de conséquence plus soumis à autorisation environnementale et la

chaufferie projetée sera seulement soumise à la procédure d'enregistrement au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet de région, à l'assurance de ma haute considération.

Pour la SELARL FREDERIC DEFRADAS AVOCAT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Defradas', with a stylized, cursive script.

Frédéric DEFRADAS
Associé gérant

PJ. : Arrêté du 11 octobre 2024
Complément de dossier de cas par cas
DRIEAT Ile-de-France, « Eléments pour la prise en compte de la présence du Grand capricorne »,
décembre 2021